

La création de la fédération RESSOURCES en 1999

Quand la coopération et le sens des intérêts communs priment sur la concurrence

Pourquoi écrire ce récit ?

J'ai décidé d'écrire ce récit à la suite de conversations avec l'ami Salvatore VETRO.

Retraité depuis le 1^{er} mai 2023, j'ai revu le défilé de ma carrière professionnelle et j'ai enfin eu le temps de reprendre contact avec de vieux amis, vieux dans les deux sens : avec lesquels il y a une longue amitié souvent née à travers des collaborations et ayant pris de l'âge...ben oui, c'est notre lot commun !

Salvatore m'a exprimé qu'il trouvait un peu triste que lors de la célébration des 20 ans de la fédération RESSOURCES, qui fédère les organisations d'économie sociale actives dans le réemploi et le recyclage en Wallonie et à Bruxelles, il n'ait pas été expliqué le contexte et la difficile gestation de cette fédération ni le rôle essentiel que nous y avons joué tous les deux.

Son cri du cœur : « Jean, c'est nous quand même nous deux qui avons lancé cette fédération ! ».

Bon, il y a du vrai dans ce cri du cœur, mais si c'est bien d'une conversation entre nous deux que tout a démarré, très vite de nombreuses personnes et organisations se sont jointes à ce bel effort collectif.

Et puis, je trouve aussi qu'il faut un peu corriger ce qui est dit de l'origine de RESSOURCES dans la petite vidéo de présentation de cette fédération sur son site www.res-sources.be : « l'idée est née lors d'un pot entre potes ».

La réalité a été bien plus compliquée et difficile que cela...

A l'occasion des 25 ans de Ressources, fêtés hier soir, le 11 décembre 2024, je finalise la dernière version de ce récit.

Sans m'étendre sur l'histoire plus ancienne, je dois souligner que des organisations d'économie sociale ont été depuis bien longtemps, dès la sortie de la guerre 40-45 et même avant cela pour Les Petits Riens, en Belgique, mais aussi en Europe et dans la plupart des pays industrialisés, les précurseurs du réemploi et du recyclage, ce qu'on appelle maintenant l'économie circulaire.

Il s'agit chez nous des Petits Riens, d'Emmaüs, de Terre, de La Poudrière, des Ateliers de Baulers devenus Le Bric et Apides, ou encore de Rappel (qui a pris le nom commercial de Restor), de Tricoop aussi,... et cette liste est loin d'être exhaustive.

En réalité, il y a eu et il y a toujours, de plus en plus nombreuses, une pléthore d'organisations faisant de la récupération et de la vente et/ou du recyclage d'objets en tous genres une activité économique créatrice d'emplois, en bonne partie d'insertion, et/ou créatrice de revenus consacrés à des actions sociales.

RESSOURCES, a commencé son existence officielle, statutaire sous la forme d'asbl, au début de l'année 1999.

Mais l'asbl ne s'appelait pas RESSOURCES au départ, elle s'appelait la CWESAR pour Coordination Wallonne de l'Economie Sociale Active dans la Récupération et le recyclage

Depuis février 1995, j'étais directeur de SAW (Solidarité des Alternatives Wallonnes, devenue depuis SAW-B pour « et Bruxelloises »), c'était une reprise de direction « en sauvetage », qui avait mobilisé beaucoup d'acteurs de ce qu'on appelait alors la Nouvelle économie sociale ¹.

J'étais membre du Bureau du CA depuis quelques temps, et je me suis proposé pour reprendre en urgence la direction de SAW.

Le Conseil d'administration, présidé par Michel de WASSEIGE, avait été renforcé par de solides porteurs d'entreprises d'Économie sociale : Eric MIKOLAJCZAK, Jean-François COUTELIER, Anne

¹ Le terme Nouvelle économie sociale était utilisé pour se distinguer des organisations héritières de l'Économie sociale historique, les piliers socialiste et social-chrétien articulés autour des syndicats, des mutuelles et des coopératives.

BIETTLOT, et Salvatore VETRO, « le Monsieur relations publiques du Groupe Terre » en faisait partie ainsi que d'autres dont le nom ne me revient plus.

Avant-projet du 1^{er} Plan wallon de gestion des déchets : l'Économie sociale ignorée !

Fin 1997, Salvatore débarque dans mon bureau à Charleroi en brandissant un document communiqué à Terre, considérée comme l'interlocuteur de l'économie sociale concernée par la gestion des déchets.

C'était l'Avant-projet du 1^{er} Plan wallon de gestion des déchets couvrant la décennie 2000-2010, intitulé « Horizon 2010 » et porté par le Ministre de l'Environnement de l'époque Guy LUTGEN (le père de Benoît).

Terre s'est empressée de s'adresser à SAW parce qu'elle estimait qu'il ne lui revenait pas de représenter le secteur. Il fallait une réaction d'un plus grand nombre d'acteurs, d'autant que ce document était stupéfiant voire choquant.

Qu'est-ce qui était stupéfiant dans ce document ?

Il n'y était quasiment pas fait mention des organisations d'économie sociale actives dans le réemploi et le recyclage, ni dans le relevé de l'existant, ni dans les Mesures à prendre !

Incroyable ! Alors que pour certains types de « déchets »², comme le textile, le papier-carton ou les encombrants, ces organisations assuraient une bonne partie des tonnages récoltés en Wallonie (plus de 90 % pour le textile!), pour être réutilisés ou recyclés, évitant à la collectivité le traitement ultime de ces tonnages, en décharge ou en incinération, un gaspillage très coûteux !

Sous la rubrique textile, on trouvait dans cet Avant-projet de Plan par exemple « à côté d'entreprises sociales (le terme 'économie sociale' semble encore ignoré des Autorités), il existe telle entreprise privée collectant 150 tonnes » (notre secteur en collectait 10.000 !) et le Plan propose de doubler la collecte sélective des textiles par les communes et les industriels du déchet, ignorant les opérateurs d'économie sociale !.

Très vite, SAW interpelle le Ministre Lutgen, nous rencontrons son Cabinet, réceptif, conscient que cet Avant-Projet du Plan Horizon 2010 est passé à côté de quelque chose d'important et qu'ils ont eu tort d'accorder de l'importance uniquement à la consultation des représentants des acteurs publics, les Intercommunales, et des entreprises privées « classiques ».

On sort de ces contacts avec deux demandes du Cabinet du Ministre :

1° que nous rassemblions les organisations de l'économie sociale pour en établir une cartographie et chiffrer les volumes récoltés pour être réutilisés ou recyclés.

2° que nous formulions des demandes et des propositions à l'adresse du Gouvernement wallon.

Pour ce 2^{ème} point, le Cabinet a clairement exprimé et cela figurait dans l'Avant-projet du plan « Horizon 2010 », que pour atteindre l'objectif principal du plan, la réduction des déchets ultimes, mis en décharge, à l'époque, ou incinérés, les filières du recyclage et de la réutilisation seraient soutenues et défrayées par la Région wallonne pour les services rendus à la collectivité.

Par des encouragements financiers proportionnés aux volumes traités et en apportant aussi du financement aux structures d'appui aux acteurs de ces filières du recyclage et de la réutilisation.

Notre secteur réagit, se mobilise et SAW s'implique fortement

Tout un secteur voit une porte s'ouvrir, une occasion à saisir et à ne pas louper.

Il faut faire vite, très vite, et le boulot n'est pas mince !

SAW organise aussitôt une réunion ouverte à tous les acteurs (au-delà donc de son réseau, en ce compris les réseaux de Febecoop et du MOC) et l'intérêt est immédiat.

² La notion même, et le terme de « déchets » étaient remis en cause, puisque dans l'économie circulaire, les déchets deviennent des ressources, d'où la justesse du nom trouvé pour la fédération...

SAW détache alors pour ce travail un de ses permanents, Jean-Marc WERY, qui était alors depuis 2 mois seulement le coordinateur de l'agence-conseil de SAW.³

Il se fait que Jean-Marc avait par le passé présidé une section de Fabrimétal où des entreprises, bien que concurrentes, se rencontraient régulièrement pour défendre des intérêts communs.

Jean-Marc et moi rédigeons donc officiellement les demandes et propositions du secteur et nous sommes invités à une réunion inter-Cabinets du Gouvernement wallon (compétences Économie, Emploi et Environnement).

Le Cabinet de l'Environnement, en charge de la rédaction du Plan Horizon 2010 y fait le constat que l'Économie sociale est un opérateur non négligeable dans la prévention et le traitement des déchets, mais qu'on le connaît mal quant à ses tonnages et ses capacités de traitement.

Jean-Marc Wéry est alors chargé de réaliser, dans un premier temps le gros travail de recensement des organisations d'économie sociale concernées et de collecte des données sur les volumes traités par filière.

On décide aussi, malgré que cela ne fasse pas partie de la demande du Cabinet du Ministre LUTGEN, de recenser les emplois concernés, les personnes en formation et les bénévoles.

Un travail interne dépassant la demande ministérielle, à vrai dire, un travail qui n'a complètement été achevé que bien plus tard.

Avec les grandes organisations, comme Terre, Les Petits Riens, Oxfam Solidarité-Magasins de seconde main, La Poudrière et Tricoop, c'est relativement aisé, elles mobilisent leurs équipes pour sortir ces précieux chiffres.

« Relativement aisé » parce qu'il a quand même fallu uniformiser la manière de chiffrer tout cela, à partir de systèmes d'organisation parfois fort différents.

Pour les organisations plus petites, qui ne chiffreraient pas ou grossièrement les volumes qu'elles traitaient, et qui manquaient de moyens humains, d'équipement informatique et de compétences pour le faire, ce fut un vrai défi. Il fallait leur apporter un soutien concret, logistique et pédagogique.

Il a ainsi fallu des dizaines de réunions et de visites de Jean-Marc sur le terrain pour arriver à produire un document fiable répondant à la 1ère demande du Ministre Lutgen : établir une première cartographie du secteur de l'économie sociale de la réutilisation et du recyclage et donner une estimation fiable à la fois des volumes récoltés pour être réutilisés ou recyclés selon les différentes matières et des perspectives de développement du secteur.

La CWESAR voit le jour de manière informelle

Il est aussi apparu indispensable de créer, sans attendre, une coordination, même si au départ elle n'était qu'informelle, pour structurer la représentation de ce secteur.

La CWESAR, acronyme de « Coordination Wallonne de l'Économie Sociale Active dans la Récupération et le Recyclage » était créée, logée et financée par SAW.

Pourquoi créer une simple Coordination informelle dans un premier temps et pas tout de suite une Fédération ?

Si mes souvenirs sont bons, il y avait 2 raisons à cela :

- le temps était compté, le Plan Horizon 2010 était dans le pipe-line de la décision du Gouvernement wallon puisque sa mise en œuvre devait commencer en 2000,
- il fallait éviter de brusquer les acteurs de terrain qui bien que conscients des enjeux, ne se concevaient pas, ou en tous cas peu, comme des partenaires, mais, c'était - et c'est d'ailleurs toujours... - une réalité économique, plutôt en tant que concurrents.

Ils ne sont pas fédérés professionnellement mais se rendent compte que, face aux enjeux, une certaine mise en commun est indispensable pour ne pas mettre leurs activités en péril.

³ Cette agence-conseil avait été dotée d'importants moyens par le programme européen Interreg (Hainaut en Belgique - Nord-Pas de Calais en France dans ce cas-ci) grâce à la conviction et au travail acharné du regretté Marcel SMAL, en charge de l'Économie sociale au sein du Cabinet du Ministre-Président de la Région wallonne Robert COLLIGNON

Dépasser les sentiments de concurrence en interne, un sacré défi !

Sur cette question de la concurrence, des anecdotes significatives me reviennent en tête.

Je recevais les confidences des uns et des autres, lors des moments informels de détente d'après nos nombreuses réunions.

Ceci notamment : pendant des années, les collectes de vêtements étaient effectuées en porte à porte en Région bruxelloise, via des sacs plastiques distribués en toute-boîte aux habitants par Terre (sacs bleus) ou par Les Petits Riens (sacs jaunes).

Il arrivait parfois que Terre et Les Petits Riens récoltent dans les mêmes rues...car il n'y avait aucune répartition structurée par les Autorités politiques.

Malheureusement, les ramasseurs d'une organisation, parfois par inattention, parfois n'y voyant pas clair dans l'obscurité, ramassaient les sacs de l'autre organisation, qui s'en rendait compte.

Cela créait des tensions.

Du coup, lors du ramassage suivant, en guise de représailles, les ramasseurs de l'autre organisation, la lésée, fâchés de s'être vus chiper des sacs, emportaient des sacs qui ne leur étaient pas attribués...

Pas de concertation à l'époque !

Autre anecdote concernant la concurrence

Les réunions préparatoires de la CWESAR se tenaient le plus souvent à Namur, dans les locaux de la bien nommée Université de Paix, créée grâce au prix Nobel de la Paix attribué au Père Pire.

Nous en étions à l'approbation par les grandes organisations de notre Document final de demandes et propositions à communiquer au Cabinet du Ministre LUTGEN.

Autour de la table que j'animais avec Jean-Marc WERY : Vanni MOROCUTTI pour La Poudrière, Marcel ADLER pour Oxfam-Solidarité, William WAUTERS pour Terre et Jean 't KINT de ROODENBEKE pour Les Petits Riens.

Je sentais des tensions dans l'air, de la méfiance.

Pour faire bref, ces tensions venaient des craintes de voir les autres organisations mieux mises en avant que la sienne, ou bénéficiant mieux de la création de la CWESAR.

Mais il ne fallait plus tergiverser, j'ai donc demandé à ces responsables de se réunir 1/2 h sans moi, de vider leur sac à craintes, et de me confirmer ou pas qu'ils étaient vraiment partants pour se coaliser et coopérer.

Et s'ils ne me confirmaient pas cela, j'arrêtais les frais, c'est-à-dire l'investissement de SAW.

Je n'ai jamais su ce qu'ils se sont dit (je n'ai pas voulu le savoir...), mais ils sont sortis de la salle en me confirmant bien qu'ils s'engageaient à coopérer pour la création de la CWESAR et par la suite au sein de cette fédération. Et ils ont effectivement tenu leurs engagements par la suite.

Allez, alleï, encore une dernière anecdote concernant la concurrence, à un autre niveau

Vint alors l'Assemblée générale constitutive de l'asbl CWESAR, qui s'est déroulée à la grande salle de l'Arsenal à Namur.

Pour en comprendre le déroulement, surprenant et même inquiétant, il faut resituer le contexte des fédérations de l'Économie sociale.

Il y avait et il y a toujours les 2 piliers « traditionnels » de l'Économie sociale belge : Febecoop pour le pilier socialiste et le MOC pour le pilier démocrate-chrétien (ou social-chrétien), auquel s'est ajoutée début des années 1980 la mouvance des non-apparentés, revendiquant de se fédérer de manière libre et pluraliste et se retrouvant au sein de la fédération SAW, parfois via les fédérations sectorielles, comme Aleap⁴, puis plus tard l'Eweta⁵.

⁴ Aleap est une des fédérations wallonnes qui regroupe et représente des CISP (Centres d'Insertion SocioProfessionnelle), à la création d'Aleap, pour Association Libre d'EAP, on utilisait le terme d'EAP (Entreprises d'Apprentissage Professionnel).

⁵ L'EWETA, acronyme d'« Entente Wallonne des Entreprises de Travail Adapté » est la fédération représentative des ETA wallonnes.

Pour donner à l'Économie sociale une meilleure reconnaissance par le monde politique, par les administrations, mais aussi par la société dans son ensemble (le « grand public »), a été mise en place une plate-forme regroupant Febecoop, le MOC (via son agence-conseil SYNECO) et SAW⁶.

Une bonne vingtaine d'organisations avaient demandé de faire partie des membres fondateurs de l'asbl CWESAR, et, surprise, les jours précédents la tenue de cette Assemblée Générale constitutive, le 2 février 1999, une dizaine d'organisations, à vrai dire peu connues, viennent s'ajouter à ces membres fondateurs, toutes affiliées au pilier socialiste, portant le nombre des membres fondateurs à 32.

Vint le moment de l'élection pour le mandat de président du Conseil d'administration.

Les organisations les plus impliquées dans le travail au sein de la CWESAR, citées ci-dessus, m'avaient demandé de me présenter à cette présidence, estimant que SAW était la fédération la mieux placée pour envoyer un représentant comme président, et puis c'était aussi une reconnaissance pour le travail accompli.

Nous assistons alors en séance à une espèce de « coup d'état » : Walthère DAVISTER, alors responsable de l'entreprise RECMA, se porte également candidat à la présidence. Vote à bulletin secret...et Walthère est élu à une courte majorité grâce aux « organisations de la dernière heure » affiliées au pilier socialiste !

Suspension de séance, plusieurs menacent de claquer la porte devant ce coup de force, je propose alors de créer une vice-présidence que j'occuperais, c'est adopté, on est passé à un doigt du clash...

Le tissage de la coopération et des collaborations se met en place

Après, à vrai dire, ce « couac-coup de force » n'a pas laissé trop de traces. Walthère et moi avons travaillé en bonne intelligence, avec l'ensemble du CA de la CWESAR, motivé et impliqué (je me souviens en particulier du regretté Mohamed BELGUENANI, trésorier).

Le travail en groupes par filière s'est renforcé, la 1ère équipe des permanents de la CWESAR a été recrutée, mise tout naturellement sous la direction de Jean-Marc WERY, secondé par Vincent DEGRELLE et Nathalie SCHADECK comme chargés de mission. Elle prend alors son autonomie de SAW, grâce aux cotisations des membres et au financement par la Région wallonne, déménage à Namur dans le même bâtiment que le Réseau FA, co-locataire, et les membres changent son appellation pour le terme plus porteur de RESSOURCES.

La première mission financée par la Région wallonne s'étale de mai 99 à mai 2001. Les secteurs les mieux représentés sont le textile et les DEEE (Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques) avec des réunions régulières. Vincent De Grelle aide le secteur textile à assurer sa visibilité éthique et est à la base du label Solid'R.

Il s'intéresse aussi au modèle français des Ressourceries.

RESSOURCES joue un rôle décisif dans la création du réseau européen RREUSE

En 1999, notre vision que l'Économie sociale du réemploi et du recyclage devait impérativement se coordonner au niveau wallon, mais aussi au niveau européen où sont prises les Directives

⁶ Cette plate-forme a connu plus tard des difficultés à se perpétuer, à dépasser les tiraillements internes et à obtenir la reconnaissance des Autorités politiques, des administrations et du monde de l'Économie sociale. Heureusement, Michel de WASSEIGE a eu l'idée géniale en 2005 de dépasser ces problèmes « par le haut » en créant ConcertES, initiée par ces trois fédérations transversales d'économie sociale : FEBECOOP, SAW-B et SYNECO. Partant du principe que l'union fait la force, ces dernières ont voulu canaliser leurs efforts en créant une entité représentative qui défendrait plus adéquatement l'ensemble des intérêts de l'économie sociale auprès des instances politiques.

Originellement logée au sein de l'ASBL DiES, ConcertES devient une ASBL à part entière fin 2007. Quelques mois plus tard, elle est désignée par le Gouvernement wallon comme organisation représentative des entreprises d'économie sociale, dans le cadre du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale. Elle a depuis vu son mandat reconduit.

environnementales est partagée par d'autres. Jean-Pierre HANNEQUART, alors directeur de l'IBGE (Institut Bruxellois de Gestion de l'Environnement) mais également président de l'Association européenne des Villes pour le Recyclage est frappé par la surreprésentation du secteur industriel des déchets et la quasi-absence de l'Économie sociale alors que cette dernière rencontre parfaitement les objectifs donnant la priorité au réemploi de produits entiers ou de composants. .

Comme l'Économie sociale était très mal quantifiée, il commande à Ressources 2 enquêtes successives. La première donne un aperçu du secteur dans les 15 pays de l'Union, y estime l'emploi (40.000 personnes) et identifie les têtes de réseaux.

Il organise alors à Bruxelles une réunion avec des représentants des 7 pays les plus importants. Tous marquent leur souhait d'échanges réguliers et se rejoignent sur la nécessité de créer un lobby européen.

La seconde enquête examine plus en détail les 3 secteurs principaux où l'Économie sociale est active : textiles, DEEE et encombrants. Un groupe de travail international se forme autour du projet de Directive sur les DEEE, se fait connaître de la DG Environnement ainsi que de la Commission sociale et environnement à Strasbourg et obtient un premier succès via un amendement essentiel à la Directive (droit de préemption de l'Économie sociale sur le gros électroménager rebuté avant tout transport dommageable).

Le réseau RREUSE (Re-use and Recycling European Union Social Enterprises) est créé le 10 janvier 2000 au Parlement européen.

En 2001, la Belgique exerce la présidence tournante de l'Union Européenne et le Ministre de l'Économie (en ce compris l'Économie sociale) Willy CLAES organise une conférence-débat sur notre secteur.

Il faut préciser que Willy CLAES patronne l'OVAM⁷, très proche du pendant flamand de RESSOURCES, le KVK (couple des Kringloopcentra, les Ressourceseries flamandes). Réalisant les enjeux, il accepte de financer un poste chez RREUSE pour accélérer la coordination du secteur au niveau européen.

Ce poste est alors de manière logique proposé à Jean-Marc Wéry, qui parle 6 langues et a été impliqué depuis le départ.

Après 4 ans et demi passés à fédérer le secteur à Bruxelles et en Wallonie, Jean-Marc quitte RESSOURCES pour RREUSE en septembre 2001 et Vincent DEGRELLE prend sa relève comme directeur de RESSOURCES.

Et au niveau du Conseil d'Administration de RESSOURCES ?

Après 2 ans, Walthère DAVISTER se retirera de la présidence, que je reprendrai pendant 2 ans avant de « passer le témoin » à Thibaut JACQUET, le directeur de RETRIVAL, non-apparenté aux 2 piliers traditionnels, homme de terrain.

Il ne m'était plus possible d'assurer convenablement à la fois la direction de SAW et donc aussi de la revue TRAVERSE et de son homologue flamand BAANBREKER (défuntes malgré leurs qualités) , la présidence de l'asbl Monceau-Fontaines - un site d'Économie sociale emblématique - ainsi qu'une série d'autres mandats liées à ces responsabilités, et à la fois cette présidence de RESSOURCES.

Voilà comment s'est réellement déroulée la gestation et le démarrage de RESSOURCES, un récit que j'ai écrit en croisant mes documents et souvenirs avec ceux de Salvatore VETRO, Michel de WASSEIGE, Vincent DEGRELLE et Jean-Marc WERY

Je suis fier et heureux d'avoir contribué avec tant d'autres à l'existence et au développement de cette fédération plus que jamais importante à plus d'un titre, au regard des énormes défis écologiques, économiques et sociaux auxquels doivent faire face nos sociétés.

⁷ Openbare Vlaamse Afvalstoffenmaatschappij, l'équivalent en Flandre de l'OWD, l'Office Wallon des Déchets

Et pour conclure, je reprends la maxime attribuée à LAO-TSEU, sage et philosophe chinois qui a inspiré de nombreux courants de sagesse orientales, notamment le bouddhisme :

« Mieux vaut allumer une lanterne que maudire l'obscurité »

Jean Delespesse

Promelles, le 12 décembre 2024